

Attentat de Saint-Quentin : Hollande persiste et signe il ne faut pas créer de « divisions inutiles ».

écrit par Christine Tasin | 26 juin 2015



Les Français ont le droit d'être quelque peu amers, Monsieur le Président.

Alors que des familles entières sont touchées et sont sous le choc, alors qu'un homme a été égorgé, alors que le risque d'autres attentats, d'autres égorgements sur notre sol est énorme, vos premiers mots concernent les musulmans et appellent à « ne pas diviser », autrement dit « pas d'amalgame ».

Or, la République qui ne reconnaît aucun culte selon notre constitution, reconnaît sans cesse, par votre voix et celle de vos ministres l'islam, pour en faire les louanges et pour

l'imposer sur notre sol. Au point même d'avoir décrété que les premières victimes des attentats islamiques seraient les musulmans, au point même d'avoir mobilisé hommes et argent au service de la protection des mosquées dont tout le monde sait qu'elles ne sont et ne peuvent être visées par l'Etat islamique.

Autrement dit, vous avez mis en oeuvre une politique destinée à faire croire à tous les Français que la menace majeure chez nous c'était les islamophobes, ceux qui, las de ne pas être entendus, jettent ici ou là une tranche de jambon sur un mur de mosquée...

Autrement dit vous avez délibérément soustrait à la légitime protection de la France et des Français des forces et des moyens attribués à des mosquées.

Ce n'est pas cela l'égalité républicaine. Ce n'est pas cela s'acquitter de l'une des fonctions régaliennes de l'Etat, assurer la sécurité de tous les Français.

Vos ministres Valls et Cazeneuve doivent démissionner et être remplacés par d'authentiques serviteurs de l'Etat.

Par ailleurs, il est absolument impensable que soit protégée spécifiquement une catégorie de population qui met en avant ses différences par ses vêtements, sa nourriture, ses revendications communautaristes, et qui ne renie pas les textes fondamentaux de l'islam, qui inspirent également les assassins de l'Etat islamique. Il vous appartient de mettre en oeuvre une commission parlementaires qui vérifie si l'islam est compatible avec nos lois et, dans l'attente, de suspendre toute visibilité de l'islam sur notre territoire, afin de protéger l'ensemble des citoyens vivant sur notre sol en ne séparant pas ceux qui seraient susceptibles d'être protégés par leur croyance des autres.

Christine Tasin